

ÉTUDE HAVAS HORIZONS

**FINANCER LA CROISSANCE
AFRICAINNE À L'HORIZON 2022 :
PERCEPTION DES INVESTISSEURS
INTERNATIONAUX**

FOCUS AGRICULTURE

MAI 2017



- INSTITUT -
CHOISEUL

SOMMAIRE

P. 4 **L'AFRIQUE, TERRES) D'OPPORTUNITÉS)**

- Un optimisme croissant
- Un renforcement des investissements
- Des perceptions différentes selon les régions
- Des pays plus ou moins attractifs
- Un engagement soumis à certaines conditions
- Des secteurs pleins de promesses

P. 12 **FOCUS AGRICULTURE**

- L'agriculture, un secteur d'investissement prometteur
- Les grands défis du secteur agricole africain
- Les champions de l'agriculture en Afrique
- Quel avenir pour l'agriculture africaine ?

Nous sommes heureux de vous livrer pour la troisième année consécutive notre étude dédiée au financement de l'économie africaine. Comme pour les éditions précédentes, nous avons interrogé les représentants des banques et institutions financières les plus actives sur le continent. Ils ont été nombreux à nous livrer leur vision de l'avenir de l'Afrique et à partager leur analyse des principaux enjeux auxquels doivent faire face les différentes économies qui la composent comme les différents secteurs d'activité qui l'animent.

Cette année encore, les résultats sont particulièrement éclairants. Ils nous offrent une vision fine et avertie des défis à relever, des pièges à éviter, des écueils à contourner, mais aussi des nombreuses opportunités et de toutes les promesses que le continent porte en lui.

Au-delà de leur capacité d'analyse et d'observation, les investisseurs internationaux ont surtout un rôle déterminant à jouer dans l'avenir du continent. De leur perception du risque à investir dépendront aussi les moyens dont disposera l'Afrique pour se transformer. En effet, ce sont les investisseurs internationaux qui alimentent les capacités de financement des projets d'infrastructure dont l'Afrique a tant besoin, ce sont eux également qui accompagnent le financement des grands groupes panafricains comme des PME locales, ou encore qui soutiennent les entrepreneurs et les start-up aux quatre coins du continent.

L'optimisme inaltérable que ces acteurs majeurs manifestent pour l'Afrique est un motif de grand espoir pour toutes celles et tous ceux qui animent la croissance du continent en proposant des modèles économiques innovants et qui dynamisent son économie en portant des projets structurants.

Bonne lecture,

Jean-Philippe Dorent, directeur général d'Havas Horizons,
et Pascal Lorot, président de l'Institut Choiseul

L'AFRIQUE, TERRE(S) D'OPPORTUNITÉ(S)



Après quinze années de croissance soutenue au niveau continental avec une moyenne annuelle autour de 5% sur la période, l'Afrique voit sa croissance ralentir depuis quelques mois. La baisse amorcée dès 2015 s'est confirmée en 2016. Les derniers calculs des principales institutions internationales situent la croissance continentale pour 2016 autour de 1,6%. Son pire exercice depuis vingt ans. Ce ralentissement global s'explique en partie par une accumulation de facteurs exogènes qui sont venus contrarier la dynamique observée ces dernières années. La baisse des échanges commerciaux au niveau mondial, la sous-performance des économies émergentes avec lesquelles l'Afrique a développé des relations privilégiées ou encore le faible niveau des prix des matières premières et en particulier du pétrole malgré de récents signes encourageants ont eu un impact important sur la croissance du continent.

Les grandes économies du continent ont été particulièrement touchées, au premier rang desquelles les pays exportateurs d'hydrocarbures qui ont vu leurs revenus affectés par la conjoncture. C'est notamment le cas de l'Angola (+1,3%), et surtout du Nigeria (-1,5%) qui est entré en récession en 2016. L'Afrique du Sud a, quant à elle, évité la récession de justesse (+0,2%), mais, selon certains calculs, la première puissance d'Afrique australe aurait perdu sa place de deuxième économie du continent au bénéfice de l'Égypte.

Ces contre-performances d'économies phares du continent ont évidemment pesé lourd au moment du calcul final et ont largement participé à la baisse significative de la croissance du PIB continental.

Cependant, après une année 2016 particulièrement morose, l'année 2017 devrait permettre à l'Afrique de renouer avec des scores plus en phase avec les niveaux connus ces dernières années. Ainsi, la croissance attendue pour 2017 devrait se situer autour de 3%. Cette reprise devrait d'ailleurs se poursuivre en 2018, avec en toile de fond la relance annoncée du commerce international et la remontée des cours du pétrole amorcée suite à l'accord passé fin 2016 entre les pays membres de l'OPEP sur une baisse des volumes de production pour les prochaines années.

Surtout, les perspectives de croissance à court, moyen et long termes se basent sur un certain nombre de facteurs endogènes qui dynamisent l'activité économique du continent. La diversification de nombreuses économies africaines, une classe

moyenne de plus en plus importante, le développement du commerce intra-africain, le renforcement des intégrations régionales, un endettement public relativement faible, une augmentation constante des investissements étrangers, des secteurs en pleine évolution comme les services, l'énergie, les télécoms ou l'agriculture... sont autant de raisons d'espérer le retour rapide d'une croissance soutenue.

On observe d'ailleurs que ce ralentissement impacte moins les pays non tributaires des matières premières, qui, très souvent, possèdent une économie plus diversifiée et qui peuvent compter sur un marché intérieur dynamique. Ainsi, des pays comme la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Sénégal, la Tanzanie ou le Rwanda ont maintenu leur taux de croissance au-dessus des 6% en 2016.

Toutefois, certains freins contraignent encore et toujours un certain nombre de pays sur le continent. La difficulté d'accéder aux marchés, le climat des affaires parfois tendu, la volatilité des taux de change ou l'insécurité ralentissent le potentiel économiques parfois très prometteuses. Mais cette nouvelle Afrique, terre de défis qui porte en elle de nombreuses opportunités pour tous les acteurs qui sauront s'en saisir, semble avancer inéluctablement sur le chemin du développement et de la croissance.

C'est, en tout cas, ce que les nombreux investisseurs internationaux qui ont répondu à nos questions pour cette étude semblent penser. Espérons que l'avenir leur donnera raison et que cette nouvelle donne économique sera une chance pour tous, qu'elle permettra à l'Afrique de déployer enfin tout son potentiel et de prendre toute sa place sur la scène économique internationale.

Nous remercions les investisseurs internationaux (analystes seniors, directeurs financiers, directeurs Afrique, présidents de groupe) représentant des institutions bancaires et financières internationales qui ont participé à cette étude en répondant à nos questions :

Abakus Advisors, ACP Advent International, AfrAsia Bank Limited, African Development Bank, African Export-Import Bank, African Risk Capacity, Ardian, Business Partners International, CDG Capital Private Equity, Crédit du Maroc, Danone, DEX Capital, Ecobank, EuroMena Funds, FCCA, Fusion Capital, Gabonaise Sovereign Wealth Fund, Golden Palm Investments, Goldman Sachs, GreenWish Partners, Groupe Castel - BGI, Helios Investment Partners, IBC Paris, International Islamic Trade Finance Corporation, Investisseurs & Partenaires (IGP), Kusuntu Partners, Livelihoods Venture, Meridian, Messier Maris & Associés, Natixis Global Asset Management, Okan Consulting, OneZive Advisory, Proparco, Galaa Holdings, Qatar National Bank, Saham Group, Saint-Gobain, Smartforce Holding, Société Générale, The Beige Group, Verod Capital Management, Wendel, Wendel Africa, Yearling Advisors.

UN OPTIMISME CROISSANT

Les deux premières questions posées aux investisseurs internationaux sont relatives à leur optimisme quant aux perspectives économiques de l'Afrique pour l'année 2017 et à l'horizon 2022. Le résultat est sans équivoque et extrêmement encourageant pour le continent.

- Un niveau de confiance au plus haut pour l'année 2017.
- À un horizon de cinq ans, aucun investisseur ne déclare ne pas être optimiste.
- Un optimisme en augmentation par rapport à l'année dernière.



L'optimisme des investisseurs interrogés s'ex- plique principalement par la robustesse et la pérennité de la croissance de nombreuses économies du continent. Les composantes de cette croissance laissent entrevoir des perfor- mances économiques élevées pour les pays qui sauront saisir les opportunités que représente cette conjoncture particulièrement favorable.

L'année dernière, 75 % des répondants se déclaraient optimistes. Le tassement de la croissance depuis 2015 et l'incertitude créée par les échéances électorales importantes et nombreuses en 2016 avaient quelque peu freiné l'enthousiasme des investisseurs.

Ils sont près de 90 % à être confiants pour 2017. La bonne tenue de la majorité des scrutins est un signe fort et montre bien que le continent semble

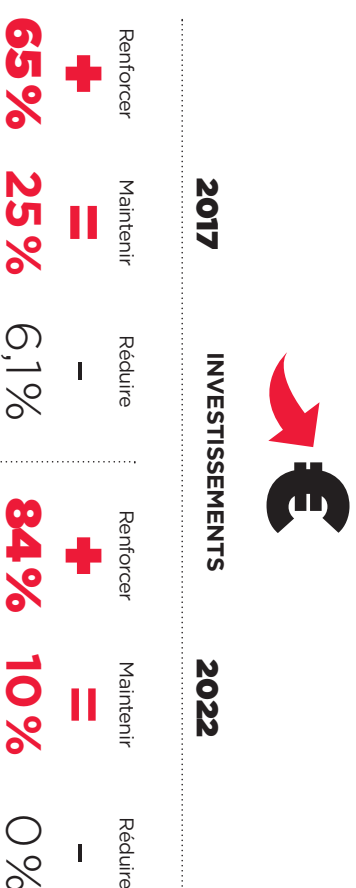
s'être engagé résolument sur le chemin d'une meilleure gouvernance, ce qui rassure l'ensemble des observateurs et, bien évidemment, les inves- tisseurs internationaux. En outre, on voit émerger des éléments structurants qui poussent à l'opti- misme, qu'il s'agisse de la hausse du prix du baril, qui devrait permettre aux principales économies du continent productrices de pétrole de renouer avec la croissance, ou de la diversification des économies non pétrolières qui se montrent plus résilientes face aux fluctuations du marché des matières premières.

Le niveau d'optimisme à l'horizon 2022 est un véritable plaidoyer pour l'économie africaine : 0 % des répondants déclarent ne pas être optimistes sur cette période, contre 9 % l'an- née dernière.

UN RENFORCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Les deux questions suivantes concernent le niveau d'investissement sur le continent envisagé en 2017 et dans les cinq prochaines années. Les retours montrent une corrélation évidente entre le niveau d'optimisme élevé et la volonté croissante d'investir.

- Des prévisions d'investissements pour 2017 en hausse pour la majorité des investisseurs.
- Aucun investisseur ne souhaite baisser ses investissements à un horizon de cinq ans.
- Une projection d'investissements stable par rapport à l'année dernière.



Les investissements sur le continent sont en hausse continue depuis quinze ans, excepté un léger repli en 2015. Selon la Banque afri- caine de développement, ils auraient dépassé les 220 milliards de dollars en 2016, pour seu- lement moins de 25 milliards de dollars au début du ^{xxi}e siècle. Les investissements directs étrangers ont une part importante dans le financement de la croissance africaine et ont contribué pour environ 60 milliards de dollars en 2016. Si l'on se fie aux retours des répondants de notre étude, ces investisse- ments devraient croître cette année encore. Ils sont 65 % à vouloir renforcer leur présence sur le continent en 2017, contre 6,1 % à souhai- ter la réduire, soit des niveaux similaires à l'étude de l'année dernière. Aucun des inves- tisseurs ayant répondu ne déclare vouloir réduire ses investissements à l'horizon 2022.

Par ailleurs, cette hausse des investissements devrait être confortée par l'arrivée massive d'autres entrants qui souhaitent consolider

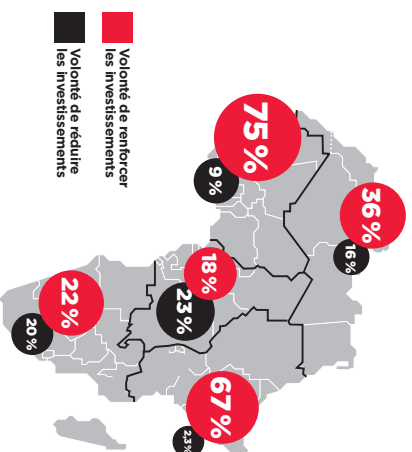
leurs parts de marché, comme les Émirats arabes unis, la Turquie et surtout la Chine. Si les premiers pourvoyeurs de fonds restent toujours le Royaume-Uni, la France et les États-Unis, cela risque de changer dans les années à venir.

Enfin, et bien qu'il ne soit encore aujourd'hui que marginal, le financement intra-africain est une tendance forte qui s'affirme chaque année davantage grâce, notamment, à l'émer- gence d'acteurs financiers africains d'émér- gence, permettant ainsi aux industriels de se tourner vers des financements locaux. La structuration d'espaces économiques sur le continent devrait également favoriser ce phénomène en facilitant les échanges et en multipliant les projets communs.

DES PERCEPTIONS DIFFÉRENTES SELON LES RÉGIONS

Les investisseurs ont été interrogés sur les zones géographiques au sein desquelles ils réduiraient ou augmenteraient leurs investissements le cas échéant. De vraies tendances ressortent de leurs réponses et confortent les perceptions habituelles des performances des grandes régions africaines.

- ▶ L'Afrique de l'Ouest figure en tête des priorités d'investissement.
- ▶ En Afrique de l'Est, les investisseurs ne baisseront pas leur niveau d'engagement.
- ▶ L'Afrique centrale est en retrait sur les décisions d'investissement.



La structuration du grand marché commun du Cap au Caire est aujourd'hui en bonne voie. Cet espace devrait permettre de fluidifier les échanges et de réduire l'épaisseur des frontières entre les 27 pays concernés à ce jour, et sur tout le continent à l'avenir. L'ambition étant, à terme, de créer un marché commun continental. Dans l'attente de la mise en place de cet espace économique commun, l'Afrique compte actuellement une multitude de zones économiques exclusives, de systèmes monétaires, juridiques, de traités commerciaux bilatéraux, multilatéraux... Au-delà de ces différents espaces, les répondants de notre étude nous ont livré leur perception des cinq grandes zones géographiques communément admises.

L'Afrique de l'Est enregistre aussi un excellent score. 67% souhaitent s'y renforcer, contre 2,3% qui envisagent une réduction de leurs engagements. Les économies de la zone sont parmi les plus résilientes et les plus diversifiées du continent.

L'Afrique du Nord obtient des scores plutôt décevants au vu de son potentiel avec 36% d'augmentation contre 16% de réduction. L'instabilité de la zone est l'une des explications de ce désintérêt relatif.

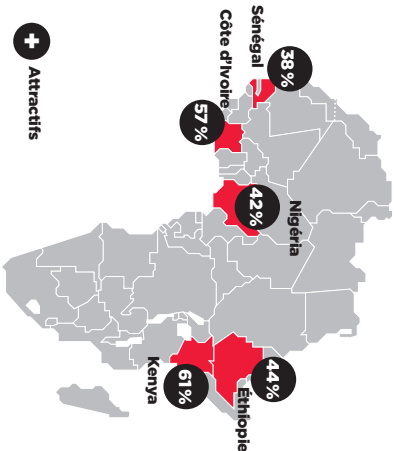
L'Afrique australe est à la traîne avec 22% contre 20%. En toile de fond, la contre-performance de l'Afrique du Sud, dont la santé économique impacte fortement sa zone.

L'Afrique centrale, avec 18% contre 23%, est la seule zone qui compte plus de répondants souhaitant réduire leurs investissements que de répondants souhaitant les renforcer. Ses économies sont encore trop dépendantes des matières premières, et les conflits intérieurs très présents.

DES PAYS PLUS OU MOINS ATTRACTIFS

Comme dans tout espace économique, les économies africaines sont hétérogènes, et la perception de leurs performances à venir ou du risque qu'elles peuvent représenter est l'une des clés de décision pour les investisseurs internationaux. Ils ont livré ici leur top 5 des pays les plus prometteurs et des plus risqués.

- ▶ Les trois premières économies du continent sont en dehors du top 5.
- ▶ L'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est trident les places du top 5.
- ▶ Tous les pays considérés comme risqués connaissent des conflits intérieurs importants.



Bien que l'influence des grandes zones dans lesquelles les économies africaines évoluent soit forte, chacune de ces économies a ses propres spécificités et suit une dynamique unique. Chaque année, les réalités se bousculent, certains facteurs poussent la performance économique dans un sens ou dans l'autre. Pour l'année 2017, les répondants ont plébiscité le Kenya à 61%, la Côte d'Ivoire à 57%, l'Éthiopie à 44%, le Nigeria à 42% et le Sénégal à 38%. En revanche, ils considèrent comme particulièrement hasardeux et risqué d'investir en RDC pour 42%, au Nigeria pour 36%, en Somalie pour 28%, au Soudan pour 26% et au Mali pour 24%.

Il est intéressant d'observer que le Nigeria attire autant qu'il repousse. La première économie du continent, qui est sélectionnée depuis la première édition de notre étude comme l'une des économies à suivre, enregistre pour la première fois un fort taux de défiance. Le potentiel de ce marché de plus de 175 millions d'habitants, le dynamisme de sa

capitale économique, Lagos, ou encore le potentiel agricole du nord du pays représentent des opportunités importantes. Toutefois, la baisse des revenus due à la chute du prix du pétrole, l'effondrement de sa monnaie ou encore la présence de Boko Haram dans le Nord-Est inquiètent les investisseurs.

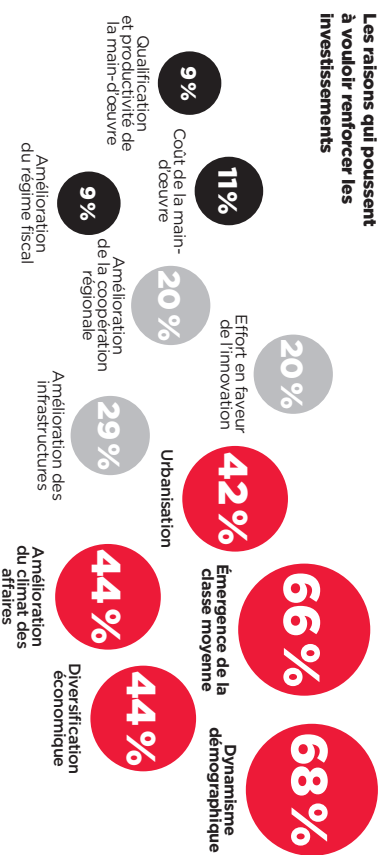
En dehors du Nigeria, les pays cibles des investisseurs ne sont pas tributaires des matières premières. Les quatre autres pays retenus ont des économies qui se diversifient rapidement, qui se positionnent comme des économies locomotives de leur région et dont la stabilité politique semble assurée.

En revanche, les pays apparaissant comme les plus risqués sont, eux, en proie à une instabilité chronique, due à des conflits internes ou externes, des difficultés économiques majeures, un manque d'infrastructures ou des problématiques de gouvernance. Soit autant de raisons qui impactent fortement la perception des investisseurs internationaux de ces marchés.

UN ENGAGEMENT SOUMIS À CERTAINES CONDITIONS

Pour mieux comprendre les tendances qui déclenchent les décisions d'engagement des investisseurs internationaux sur le continent, les questions suivantes se sont intéressées aux principales raisons qui les poussent à renforcer ou à réduire leurs investissements sur le continent.

- ▶ Les deux principales raisons d'investir sont d'ordre démographique.
- ▶ Le climat des affaires est perçu comme un atout ou une menace selon les investisseurs.
- ▶ Les principaux freins sont liés aux risques politiques, économiques et physiques.



La perception des investisseurs est fortement liée à un certain nombre de facteurs constitutifs des différents marchés sur lesquels ils se positionnent. L'Afrique connaît certaines spécificités, et les défis qu'elle doit relever sont nombreux. Elle peut néanmoins compter sur des atouts importants qui incitent les investisseurs à renforcer leurs engagements sur le continent. Les deux premières raisons évoquées sont d'ordre démographique : le dynamisme démographique pour 68% des répondants et l'émergence de la classe moyenne pour 66%. Selon les prévisions de l'UNICEF, un quart de la population mondiale sera africaine en 2050. La croissance de la demande intérieure devrait s'accroître, surtout avec une classe moyenne qui se constitue et qui aspire à consommer toujours plus, toujours mieux. La diversification économique (44%), l'amélioration du climat des affaires (44%) ou encore l'urbanisation

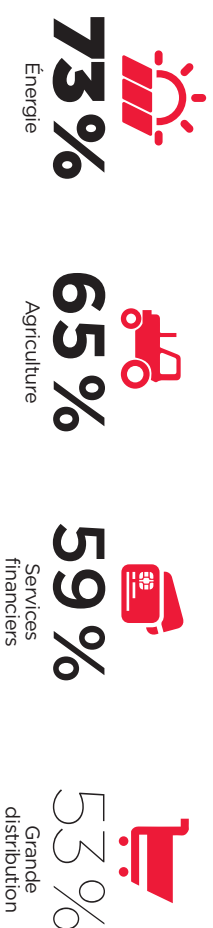
(42%) représentent également des opportunités importantes. Elles permettront aux économies africaines de stabiliser leurs modèles, d'être moins dépendantes des marchés extérieurs et d'atteindre un niveau de maturité à la hauteur des économies les plus performantes.

En revanche, les principales raisons qui poussent certains investisseurs à réduire leurs investissements sont principalement liées à des problématiques de gouvernance, de manque de transparence et à l'impossibilité de prévoir ou d'anticiper. Ainsi, les répondants placent l'instabilité politique (41%), la corruption (31%) et l'insécurité (27%) en tête des freins à l'investissement. Viennent ensuite des raisons à caractère plus économique, à savoir l'incertitude sur le retour sur investissement (20%) et la chute des cours des matières premières (17%).

DES SECTEURS PLEINS DE PROMESSES

De nombreux secteurs d'activité se démarquent actuellement sur le continent et représentent des potentiels de croissance particulièrement attractifs. Les investisseurs internationaux ont sélectionné le secteur qui leur paraissait le plus porteur pour le continent.

- ▶ L'énergie et l'agriculture sont au cœur des enjeux d'avenir.
- ▶ Les services financiers et la grande distribution sont en pleine expansion.
- ▶ Le secteur de la santé est en retrait par rapport à son potentiel de déploiement.



La diversification des économies permet à de nombreux pays de se tourner vers des activités à plus forte valeur ajoutée. Au-delà de la simple exploitation de matières premières et ressources primaires, il y a aujourd'hui une véritable volonté de développer la transformation des produits, pour répondre à la demande intérieure mais aussi pour développer l'export afin de rééquilibrer la balance commerciale et réduire les risques induits par la dégradation des termes de l'échange à laquelle de nombreuses économies africaines sont toujours exposées. Cette diversification a été forcée par la volatilité des cours des matières premières et rendue possible par l'afflux de capitaux.

Les investisseurs interrogés sur les secteurs d'activité qui leur paraissent les plus porteurs ont placé les secteurs liés aux besoins primaires en tête de liste. L'énergie (73%) est leur premier choix. L'enjeu principal est de permettre aux populations de s'éclairer, de se chauffer, d'introduire la modernité dans leur quotidien pour améliorer leur confort. Le deuxième choix est, bien évidemment, l'agriculture (65%). Nourrir la population, réussir la transition du modèle agricole familial qui représente 60% des emplois du continent.

Au second plan viennent les secteurs liés aux nouvelles attentes d'une classe moyenne avide de consommation : les services financiers (59%) qui favorisent les échanges et le commerce entre agents économiques au travers de moyens de paiement novateurs, mais aussi la grande distribution (53%), qui doit permettre à ces nouveaux consommateurs d'accéder aux produits plus facilement, plus rapidement.

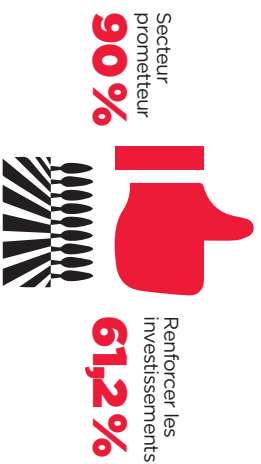
Ces secteurs répondent aux besoins actuels des populations. Ils permettent de structurer les marchés et de constituer les bases d'une nouvelle société de consommation, celle d'une consommation qui se veut résolument plus africaine et moins dépendante des produits d'importation.

FOCUS AGRICULTURE

L'AGRICULTURE, UN SECTEUR D'INVESTISSEMENT PROMETTEUR

Afin d'affiner notre focus dédié à l'agriculture, nous avons demandé aux investisseurs de nous préciser s'ils considéraient ce secteur comme prometteur. Une fois de plus, les retours sont sans appel, ils montrent tout le potentiel de l'agriculture en Afrique.

- ▶ La quasi-totalité des répondants considère l'agriculture comme un secteur prometteur.
- ▶ Aucun investisseur ne considère l'agriculture comme un secteur non prometteur.
- ▶ Un quart des répondants ne souhaite pas renforcer ses investissements dans l'agriculture.



Le secteur agricole concentre aujourd'hui plus de 60% des emplois du continent. Il assure un moyen de subsistance à sept Africains sur dix. 60% des terres arables non exploitées au niveau mondial sont en Afrique. Le modèle agricole africain est parmi les moins productifs au monde : ses potentialités sont immenses. Les répondants sont d'ailleurs unanimes sur la question, aucun ne considère l'agriculture comme un secteur non prometteur. Ils sont également plus de 61% à envisager investir ou renforcer leurs investissements dans le secteur dans les années à venir.

et de réduire la dépendance de l'Afrique aux marchés extérieurs. La production doit constituer une priorité, tout comme la transformation en produits finis au niveau local. La mécanisation et la rationalisation des procédés de production, de transformation et de transport représentent des marchés importants pour tous les acteurs de la filière. Selon la Banque mondiale, la demande en produits et dérivés agricoles pourrait passer de 330 milliards de dollars en 2015 à plus de 1000 milliards de dollars en 2030. Le développement d'une industrie agroalimentaire intégrée est donc incontournable. Il permettrait tout à la fois de répondre aux besoins des populations, de contrôler l'enchaînement de la chaîne et de générer davantage de valeur ajoutée.

LES GRANDS DÉFIS DU SECTEUR AGRICOLE AFRICAIN

Au-delà de leur intérêt pour le secteur et de leur volonté d'investir, nous avons demandé aux investisseurs de nous livrer leur perception des défis majeurs auxquels l'agriculture africaine est confrontée. Leurs réponses nous éclairent sur les grands enjeux, mais aussi sur les opportunités de ce secteur.

- ▶ Le déficit d'infrastructures freine le potentiel du secteur.
- ▶ La gestion des sols et la formation agricole sont des préoccupations importantes.
- ▶ La question des enjeux climatiques est en retrait.



Les trois grands défis du secteur agricole africain sont principalement liés à son écosystème, selon les répondants. En effet, ils placent les infrastructures (69%), l'accès au marché (48%) et la transformation (42%) en tête de leurs choix. Le deuxième bloc rassemble les enjeux liés à la productivité et la gestion des ressources : l'irrigation (39%), la gestion des sols (39%) et la formation des agriculteurs (39%).

L'amélioration de ces paramètres permettrait de mieux valoriser l'ensemble de la chaîne de production, de la rendre plus performante et mieux adaptée aux attentes du marché. Aujourd'hui, les rendements agricoles africains sont inférieurs aux rendements indiens et chinois, qui présentent pourtant des caractéristiques assez proches.

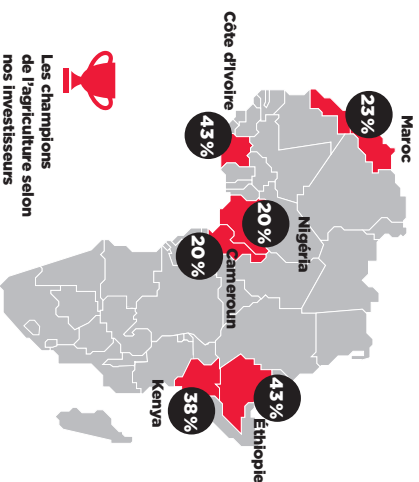
Au-delà de la productivité, il apparaît nécessaire de structurer la filière et d'investir dans le réseau d'infrastructures sur lesquelles l'agriculture s'appuie : énergie, irrigation, transport,

stockage... L'accès au marché est lui aussi central, les barrières tarifaires et non tarifaires doivent être levées rapidement pour favoriser les échanges régionaux et continentaux. La question de la transformation est, elle, liée à la capacité de l'Afrique à subvenir à ses propres besoins. Aujourd'hui, le continent importe deux fois plus de produits alimentaires qu'il n'en exporte. Ce modèle n'est pas viable à long terme.

LES CHAMPIONS DE L'AGRICULTURE EN AFRIQUE

Pour poursuivre notre enquête sur l'agriculture en Afrique, nous avons demandé aux investisseurs internationaux de nous indiquer quels pays ils considéreraient comme les plus à même de répondre aux défis du secteur.

- ▶ L'Afrique de l'Est, fer de lance de l'agriculture africaine.
- ▶ Un top 10 représentatif des équilibres continentaux.
- ▶ L'Afrique centrale, portée par le Cameroun.



Les investisseurs internationaux interrogés placent trois pays très nettement devant les autres : l'Éthiopie et la Côte d'Ivoire avec 43% des suffrages chacun, et le Kenya (38%). En Éthiopie, l'agriculture représente 45% du PIB national, 65% des exportations et 85% des emplois. Deuxième producteur mondial de maïs et cinquième producteur mondial de café, ses vastes étendues lui permettent aussi d'avoir le premier cheptel d'Afrique.

La Côte d'Ivoire est le premier producteur mondial de cacao, le deuxième producteur mondial d'anacarde et le septième producteur mondial de caoutchouc. Elle développe actuellement une stratégie de soutien aux industries de transformation de matières premières agricoles.

Au Kenya, le secteur représente 24% du PIB, et plus de 70% de la population active en dépend directement. Tout comme la Côte d'Ivoire et l'Éthiopie, le pays possède des filières agricoles structurées telles que la filière animale, la filière du thé ou la filière horticole.

Le Maroc (23%), le Nigeria (20%) et le Sénégal (16%) suivent, tout comme l'Afrique du Sud (13%), l'Égypte (13%) et le Ghana (13%). Cette répartition est représentative des tendances économiques continentales, à la fois dans l'équilibre entre grandes zones géographiques et dans la mise en avant des économies locomotives du continent. Une fois de plus, l'Afrique centrale est en retrait. Le Cameroun (20%) parvient toutefois à se placer dans le haut du classement, au même niveau que le Nigeria.

QUEL AVENIR POUR L'AGRICULTURE AFRICAINE ?

Enfin, et pour clore cette étude, nous avons demandé aux investisseurs de nous donner leur opinion sur la capacité de l'Afrique à devenir un acteur innovant du secteur, si elle était en mesure de proposer un modèle propre de développement agricole et quel terme désignerait le mieux l'avenir de la filière.

- ▶ L'innovation est l'un des atouts majeurs de l'agriculture africaine.
- ▶ L'Afrique est en capacité de développer un modèle agricole propre.
- ▶ La vulnérabilité de son agriculture est un enjeu de taille pour l'Afrique.



Au cœur des enjeux d'avenir pour la filière agricole en Afrique, l'innovation concentre toute l'attention des investisseurs. Ils sont 79% à considérer que l'Afrique peut devenir un acteur de référence en termes d'innovation agricole. Ils sont également 39% à sélectionner le terme « innovant » pour désigner l'avenir de l'agriculture africaine.

Cette capacité d'innovation sera sans aucun doute l'un des constituants du modèle qu'elle devra déployer pour proposer un modèle propre de développement agricole, ce dont elle est tout à fait capable pour 67% des répondants. Ce modèle devra en outre permettre de rendre le secteur moins vulnérable aux aléas climatiques et aux difficultés économiques plus haut (34% des répondants l'estime

vulnérable pour l'avenir), et plus tourné vers des solutions écoresponsables (25% des répondants considèrent qu'elle doit être verte et smart). En effet, la question environnementale doit rester un élément central de la réflexion à mener sur le développement de l'agriculture en Afrique qui ne pourra se faire au détriment des écosystèmes.

Pour accompagner ce développement, l'Afrique peut compter sur la créativité et la capacité à innover des agriculteurs et des entrepreneurs locaux. Cette étude nous montre aussi qu'elle peut s'appuyer sur l'optimisme des investisseurs internationaux qui souhaitent investir et s'investir davantage. Autant de facteurs et d'acteurs qui permettront à l'Afrique d'atteindre ses objectifs ambitieux.



- **Havas** est l'un des plus grands groupes mondiaux de communication. Basé à Paris, il est aujourd'hui présent dans plus de 100 pays. Avec un business model unique, Havas est le premier groupe de communication capable d'optimiser la relation des marques avec leurs publics, en mobilisant l'excellence créative, l'expertise digitale et le meilleur des médias. Le Groupe est présent dans tous les secteurs et dans tous les métiers de la communication : le digital, la publicité, l'achat d'espace et la stratégie média, la communication santé, le marketing direct, la communication institutionnelle, l'événementiel, les ressources humaines, le marketing sportif, le marketing musical, les relations publiques.

- INSTITUT - CHOISEUL

- **L'Institut Choiseul** est un think tank indépendant parmi les plus influents dédié à l'analyse des questions économiques et internationales ainsi qu'aux enjeux liés à la gouvernance économique mondiale. Au service des entreprises, à travers sa filiale de conseil Choiseul Associates, l'institut accompagne étroitement les groupes et les institutions dans leur bonne compréhension des environnements économiques, politiques, institutionnels et réglementaires des pays émergents - avec un focus fort mais non exclusif sur l'Afrique - ainsi que dans la définition de leurs stratégies de développement, d'implantation et d'acquisition dans les régions concernées.

HAVAS PARIS

29-30, quai de Dion-Bouton
92817 Puteaux Cedex, France

www.havasparis.com



INSTITUT CHOISEUL

16, rue du Pont-Neuf
75001 Paris, France

www.choiseul.info